



AUX CHEMINOTS CONTRACTUELS & STATUTAIRES

Montreuil, le 7 novembre 2025

INTERNATIONAL

GREAT BRITISH RAILWAY COMING SOON

Mercredi 5 novembre a été une journée historique pour le chemin de fer britannique. En effet, le projet de loi pour la création du Great British Railway (GBR), la nouvelle société publique intégrée, a été déposé au Parlement.

Ce projet va être débattu et comprend « une réforme des tarifs et des billets et un organe de surveillance renforcé pour les passagers afin de créer un chemin de fer meilleur et plus inclusif pour tous ».

À l'heure où les gouvernements Macron réalisent complètement le contraire, les Anglais ont fait leur mea-culpa du libéralisme dans le rail. Le pays qui a créé le chemin de fer avance dans la modernité du XXI^e siècle, même si des combats restent à mener pour les syndicats.

Dans son communiqué officiel, le département des transports britannique déclare que le gouvernement fait un grand pas en avant avec le projet de loi visant à mettre en place les Great British Railways, propriété du public, pour le public. GBR mettra les passagers avant les profits avec un organisme de surveillance (*Watchdog*) renforcé pour les passagers et, en fin de compte, une application de guichet unique pour une billetterie et un service à la clientèle plus simples ; des mesures pour améliorer l'accessibilité ferroviaire, y compris l'élargissement de l'admissibilité aux cartes ferroviaires des personnes handicapées, le déploiement de plus de points d'accueil.

Le projet de loi sur les chemins de fer créera Great British Railways (GBR) - une nouvelle société publique, qui réunira la gestion des services aux passagers et de l'infrastructure ferroviaire.

Le projet de loi sur les chemins de fer s'appuie sur le programme de propriété publique du gouvernement, qui améliore déjà les services. Southeastern et LNER font partie des 5 meilleurs opérateurs à l'échelle nationale pour les taux d'annulation les plus bas. South Western Railway a plus que triplé le nombre de nouveaux trains en service depuis qu'il est entré en propriété publique, offrant des trajets plus confortables et les passagers peuvent désormais utiliser des billets pour les opérateurs publics lors d'annulations - sans frais supplémentaires.

Les principaux changements apportés au projet de loi comprennent :

UN ORGANISME DE SURVEILLANCE PASSAGERS RENFORCÉ qui agira en tant que champion des passagers et créera un meilleur chemin de fer et plus inclusif. Le "chien de garde" aura le pouvoir d'enquêter sur le mauvais service et d'exiger des améliorations, ainsi que de s'assurer que les passagers ont un service clair et accessible pour faire remonter leurs plaintes.

RÉFORME DES TARIFS ET DE LA BILLETTERIE

Le projet de loi sur les chemins de fer permettra à GBR d'apporter les tarifs et les billets au 21^e siècle. Les passagers pourront finalement acheter des billets via un nouveau site web et une nouvelle application GBR, remplaçant 14 plateformes de billetterie d'opérateur existantes. Les billets seront disponibles à l'achat aux guichets des gares, via les distributeurs automatiques de billets et à bord des trains, afin de garantir que tous les passagers puissent acheter un billet facilement et voyager en toute confiance. GBR s'appuiera également sur l'expansion des essais réussis de Pay As You Go et de tarifs, rendant les voyages plus flexibles et plus simples.

MEILLEURE PLANIFICATION D'ENTREPRISE

Le projet de loi sur les chemins de fer chargera GBR d'augmenter le fret ferroviaire, ce qui signifie que les opérateurs de fret bénéficieront d'une approche stratégique à long terme de la planification, y compris un nouveau processus d'allocation des capacités et de calendrier. Cette certitude à plus long terme pour les entreprises donnera une stabilité essentielle à la chaîne d'approvisionnement du chemin de fer et augmentera la confiance des investisseurs et soutiendra la croissance du secteur.



PRISE DE DÉCISION LOCALISÉE

Le projet de loi sur les chemins de fer donnera aux gouvernements décentralisés et **aux maires d'Angleterre un nouveau rôle, ils auront la parole sur la façon dont le chemin de fer est géré dans leur localité pour améliorer la connectivité locale.**

Les engagements de la feuille de route comprennent **l'élargissement des critères d'admissibilité pour la carte ferroviaire des personnes handicapées**, la planification du déploiement plus large des « points d'accueil » sur l'ensemble du réseau, **une formation plus cohérente du personnel et des améliorations de l'installation et de l'entretien des infrastructures clés**, comme les ascenseurs et les escaliers mécaniques, afin que les gens puissent voyager en toute confiance.

Le syndicat ferroviaire RMT a salué la législation gouvernementale qui passera par le Parlement demain et qui établira les Great British Railways (GBR).

Le secrétaire général Eddie Dempsey, a déclaré : *« Nous nous félicitons de la création de GBR qui créera une nouvelle organisation publique intégrée, unissant les voies et les trains. Cela marque l'aboutissement de plus de 30 ans de campagne contre la privatisation et la fragmentation de nos chemins de fer. »*

« GBR pourrait être une opportunité unique en génération des améliorations pour les passagers, les travailleurs, une croissance économique durable et une amélioration de la productivité de notre économie. »

« Nous attendons les détails du projet de loi et nous chercherons des discussions au plus haut niveau du gouvernement pour garantir que les conditions de travail de l'ensemble de la main-d'œuvre ferroviaire soient protégées et améliorées à la suite du GBR. »

La Fédération CGT réaffirme que le chemin de fer public et intégré est une solution moderne pour le trafic de voyageurs et de marchandises.

Les coûts générés par la libéralisation et la sous-traitance apparaissent au grand jour depuis la mise en concurrence cette année de lignes régionales.

La gestion du Fret ferroviaire est un désastre économique et social depuis sa libéralisation en 2006 et sa privatisation depuis 2025.

Les législations européennes sont destructrices et la Commission ainsi que les parlementaires européens doivent se saisir du modèle britannique du GBR.

La France peut faire marche arrière si elle a la volonté politique, les textes européens n'obligent pas à un tel saccage de la SNCF.

